

**Arrêté**

**autorisant l'exploitation d'une installation de méthanisation de matières organiques exploitée par la société SLM3 BIOMÉTHANE sur la commune de Saint-Laurent-Médoc**

**Le Préfet de la Gironde  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** l'annexe III de la directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

**VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7, R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

**VU** le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M.Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;

**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour Garonne ;

**VU** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) « Estuaire de la Gironde et milieux associés » ;

**VU** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) « Nappes profondes de Gironde » ;

**VU** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) « Lacs Médocains » ;

**VU** le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de Nouvelle Aquitaine ;

**VU** le Plan National de Prévention des Déchets ;

**VU** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Laurent-Médoc ;

**VU** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Carcans ;

**VU** le Plan Naturel Régional (PNR) du Médoc ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** la demande d'enregistrement en date du 2 décembre 2024, complétée les 29 avril et 16 juin 2025, de la société SLM3 BIOMETHANE dont le siège social est situé 1 La Plaine du Jonc, 33 112 Saint-Laurent-Médoc, pour exploiter une installation de méthanisation de matières organiques en voie liquide à cette même adresse ;

**VU** le rapport de recevabilité de l'inspection des installations classées en date du 11 juillet 2025 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2025 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2025 prolongeant de deux mois à compter du 16 novembre 2025 le délai imparti par l'article R.512-46-18 du code de l'environnement pour statuer sur la demande d'enregistrement susvisée ;

**VU** les observations du public recueillies lors de la consultation publique qui a eu lieu entre le 29 septembre et le 27 octobre 2025 inclus ;

**VU** l'absence d'avis émis par les conseils municipaux des communes de Saint-Laurent-Médoc, Naujac-sur-Mer, Hourtin et Carcans dans le délai imparti fixé au 11 novembre 2025 conformément aux dispositions de l'article R.512-46-11 du code de l'environnement ;

**VU** l'avis favorable des propriétaires du terrain sur la proposition d'usage futur du site ;

**VU** l'avis favorable des maires de Saint-Laurent-Médoc et de Carcans sur la proposition d'usage futur du site ;

**VU** le courriel adressé le 15 décembre 2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations sur le projet d'arrêté ;

**VU** le courriel de la société SLM3 BIOMETHANE du 16 décembre 2025 indiquant ne pas avoir de remarque sur le projet d'arrêté d'enregistrement et précisant la capacité de production de biométhane ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 décembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage d'activité agricole ;

**CONSIDÉRANT** l'absence d'effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants et/ou approuvés dans cette zone ;

**CONSIDÉRANT** que les caractéristiques du projet et notamment en matière d'utilisation des ressources naturelles, de production de déchets, de rejets ou de nuisances n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

**CONSIDÉRANT** que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde ;

**ARRÊTE**

## TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

### CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

#### ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

Les installations de la société SLM3 BIOMETHANE dont le siège social est situé 1, La Plaine du Jonc, 33 112 SAINT-LAURENT-MEDOC, faisant l'objet de la demande susvisée du 2 décembre sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de SAINT-LAURENT-MEDOC, La Plaine du Jonc et sur la commune de CARCANS, au lieu-dit « Coutin Ouest », selon le parcellaire défini à l'article 1.2.3 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

### CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Désignation de la rubrique	Éléments caractéristiques	Régime
<b>2781-2-b</b>	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production  1. Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires b) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j et inférieure à 100 t/j  2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux b) La quantité de matières traitées étant inférieure à 100 t/j	<b>Traitement de CIVE<sup>1</sup> et sous-produits animaux de catégorie 3 (soupe de biodéchets) :</b> <b>68,5 t/j</b> <b>(25 000 t/an)</b>	<b>E</b>

E : Enregistrement

L'installation est dimensionnée pour produire les quantités de gaz suivantes :

Capacité de production de biogaz	11 573 Nm <sup>3</sup> /j (soit 482 Nm <sup>3</sup> /h)
Capacité de production de biométhane	6 249 Nm <sup>3</sup> /j (soit 260 Nm <sup>3</sup> /h)

#### ARTICLE 1.2.2. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE IOTA

Rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
<b>2.1.5.0</b>	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Surface totale du projet : <b>4,8 ha</b>	<b>D</b>

D : Déclaration

<sup>1</sup> CIVE : Culture Intermédiaire à Valorisation Énergétique

### ARTICLE 1.2.3. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelles et adresse suivants :

Commune	Parcelles
SAINT-LAURENT-MEDOC	Parcelle cadastrale 303 de la section CX Surface totale : 40 000 m <sup>2</sup> Le plan de situation de ce terrain figure en annexe 1 du présent arrêté.
CARCANS	Parcelle cadastrale 177 de la section AY Surface totale : 3 000 m <sup>2</sup>

Les installations mentionnées aux articles 1.2.1 et 1.2.2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

### ARTICLE 1.2.4. ÉPANDAGES AUTORISÉS

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage du digestat liquide sur les parcelles figurant sur la cartographie en annexe 2 du présent arrêté.

## CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

### ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 2 décembre 2024.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables, sans préjudice des dispositions prévues au Titre 2 du présent arrêté.

## CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

### ARTICLE 1.4.1. MISE A L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage agricole.

## CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

### ARTICLE 1.5.1. ARRÊTES MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## CHAPITRE 1.6. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS, PUBLICITÉ, EXÉCUTION

### ARTICLE 1.6.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

**Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».**

#### **ARTICLE 1.6.2. PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.512-46-24 du code de l'environnement, le présent arrêté fait l'objet des mêmes mesures de publicité que celles prévues par l'article R.181-44 pour l'arrêté d'autorisation environnementale :

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- 4° - L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Gironde ([www.gironde.gouv.fr](http://www.gironde.gouv.fr)) pendant une durée minimale de quatre mois.

**L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.**

#### **ARTICLE 1.6.3. EXÉCUTION**

Le présent arrêté sera notifié à la société SLM3 Biométhane.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
  - Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
  - Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
  - Monsieur le Maire de la commune de Saint-Laurent-Médoc,
  - Monsieur le Maire de Naujac-sur-Mer
  - Monsieur le Maire de Carcans
  - Monsieur le sous-Préfet de Lesparre Médoc,
- qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux le **12 JAN. 2026**

Pour le Préfet et par délégation  
Le Préfet  
le Secrétaire Général



François DRAPÉ

## Annexe 1 :

### **Plan de situation de l'unité de méthanisation (parcelle cadastrale CX 303)**

12 JAN 2026

Pour le Préfet et par délégation  
le Secrétaire Général

François DRAPE









**Annexe 2 :**

**Cartographie des parcelles cadastrales incluses dans le plan d'épandage**





